

en matière d'organisation et de fonctionnement de, service sur les conditions d'accueil et de formation des apprentis.

Le préfet peut faire appel à l'inspection de l'apprentissage dans le cadre de l'instruction de la demande d'agrément, notamment en ce qui concerne l'équipement du service et la nature des techniques utilisées.

L'avis défavorable ou réservé émis par le comité technique paritaire ou l'instance précitée doit être clairement motivé afin d'éclairer la décision du préfet.

Le préfet veillera à ce que sa décision intervienne au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

La délivrance de l'agrément est une compétence propre du préfet. La commission de l'apprentissage du C.O.D.E.F. ne peut pas intervenir.

Le projet de loi quinquennale pour l'emploi en discussion au Parlement prévoit de modifier la procédure de l'agrément des entreprises dans le sens d'une simplification. La procédure id présentée, de par sa simplicité de mise en œuvre, inscrit dans une démarche semblable.

1.2. Conditions à remplir

L'agrément est accordé si l'équipement du service, les techniques utilisées, les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité sont satisfaisantes et si la personne responsable de la formation des apprentis présente des garanties de moralité et de compétence professionnelle.

Sont réputés remplir les conditions de compétence professionnelle les maîtres d'apprentissage qui exercent depuis au moins trois années une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par l'apprenti et dont le diplôme ou le titre atteste une qualification au moins équivalente à celle du diplôme ou titre préparé par l'apprenti.

Toute modification apportée aux conditions d'accueil des apprentis doit être notifiée au préfet par le chef de service ou le représentant de la personne morale employeur. Le préfet appréciera au vu des éléments transmis si un retrait d'agrément est justifié. Toute décision de refus ou de retrait doit être motivée.

En cas de changement dans les fonctions du maître d'apprentissage en cours d'exécution du contrat d'apprentissage, l'employeur proposera un nouveau maître d'apprentissage. Une nouvelle demande d'agrément devra en conséquence être présentée.

1.3. Plafond d'emploi simultané d'apprentis

Un maître d'apprentissage peut accueillir simultanément au maximum deux apprentis qu'ils se trouvent ou non dans la même année de formation.

II. - Formation théorique de l'apprenti

II.1. Lieu de déroulement

La formation théorique de l'apprenti est dispensée dans un centre de formation des apprentis (C.F.A.). Toutefois, le C.F.A. peut conclure avec un ou plusieurs centres de formation gérés par l'un des employeurs publics concernés par l'expérimentation ou avec le Centre national de la fonction publique territoriale, une convention aux termes de laquelle ces établissements assurent une partie des formations théoriques et mettent à la disposition du C.F.A. des équipements pédagogiques ou d'hébergement.

Dans ce cas, le C.F.A. conserve la responsabilité administrative et pédagogique de enseignements dispensés.

2.2. Prise en charge du coût de la formation

La personne morale qui emploie des apprentis prend en charge les coûts de la formation de ces apprentis dans les C.F.A. La (ou les) convention(s) qu'elle passe avec le (ou les) C.F.A. doit prévoir les conditions de cette prise en charge.

En cas d'accord du conseil régional, ou de l'Etat pour le C.F.A. à recrutement national, la convention précitée peut stipuler que les apprentis accueillis dans le cadre du dispositif expérimental sont comptabilisés dans l'effectif global conventionné par la région ou par l'Etat et que les coûts de formation sont couverts à ce titre par la subvention normale de fonctionnement du centre de formation.

L'aide instaurée par la loi n° 93-953 du 27 juillet 1993 relative au développement de l'emploi et de l'apprentissage et le décret n° 93-958 du 27 juillet 1993, pour la période du 1^{er} juillet 1993 au 30 juin 1994, concerne également les contrats d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial.

Cette aide peut être utilisée pour le financement partiel de la formation.

III. - Le contrat

3.1. Les spécificités du contrat

Conformément à l'article 19 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992, les contrats d'apprentissage sont des contrats de droit privé.

Une personne morale ne peut conclure avec le même apprenti plusieurs contrats d'apprentissage successifs. Par contre, le contrat initial peut être prorogé en cas d'échec à l'examen en application de l'article L. 117-9 du code du travail ainsi que dans les cas prévus aux articles R. 117-6-1 et R. 117-7-8.

Ces contrats d'apprentissage peuvent être conclus après réductions de durée fixées par les articles R. 117-7, R. 117-7-1 et R. 117-7-2 ou adaptations de la durée du contrat après évaluation des connaissances telles que prévues à l'article R. 117-7-3 du code du travail.

Les services accomplis par l'apprenti au titre du contrat d'apprentissage ne peuvent être pris en compte comme services publics au sens des dispositions applicables aux fonctionnaires, aux agents publics ni aux agents employés par les personnes morales précitées, ni au titre de l'un des régimes spéciaux de retraite applicable à ces agents.

3.2. L'aptitude médicale

L'aptitude médicale doit être vérifiée préalablement à l'embauche dans les conditions qui prévalent pour les autres personnels de l'employeur.

3.3. Enregistrement

Le contrat d'apprentissage doit être adressé pour enregistrement au représentant de l'Etat dans le département (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du lieu d'exécution du contrat ou service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles lorsque l'activité de la personne morale employeur relève du secteur agricole) qui en vérifie la conformité au regard des dispositions qui le régissent. Le directeur départemental ou le chef du service départemental procèdent à cet enregistrement par délégation du préfet.

Il doit être accompagné de la fiche d'aptitude médicale délivrée par le médecin qui a examiné l'apprenti avant l'embauche.

3.4. Formulaire

Le contrat d'apprentissage du secteur public fait l'objet d'un imprimé type enregistré au Cerfa sous le numéro 61-231&.

Il est présenté sous la forme de deux liasses de quatre volets chacune :

Première liasse :

- volet 1 destiné à l'apprenti ;
- volet 2 destiné au service d'enregistrement (D.A.R.E.S.) ;
- volet 3 destiné au service d'enregistrement (direction ou service départemental) ;
- volet 4 destiné au C.F.A.

Deuxième liasse :

- volet 1 destiné à l'employeur ;
- volet 2 destiné au rectorat ou à la D.R.A.F. ;
- volet 3 destiné au service d'enregistrement (U.R.S.S.A.F.) ;
- volet 4 destiné au service d'enregistrement (C.R.A.M.).

Il sera diffusé aux directions, départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et aux services départementaux de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles auprès desquels ils pourront être demandés.

3.5. Rémunération

La rémunération fixée par le décret n° 93-162 du 2 février 1993 est la rémunération maximale qui peut être versée à l'apprenti.

Elle tient compte du niveau de la formation préparée.

Elle est égale lorsque le contrat est conclu en vue de l'obtention d'un titre ou diplôme de niveau V :

a) Pour les jeunes âgés de seize à dix-sept ans :

- à 25 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la première année d'exécution du contrat ;
- à 37 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la deuxième année d'exécution du contrat ;
- à 53 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la troisième année d'exécution du contrat.

Les jeunes apprentis de moins de seize ans bénéficient d'une rémunération indemnité à celle prévue pour les apprentis âgés de seize à dix-sept ans.

b) Pour les jeunes âgés de dix-huit à vingt ans :

- à 41 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la première année d'exécution du contrat ;
- à 49 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la deuxième année d'exécution du contrat ;
- à 65 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la troisième année d'exécution du contrat ;

c) Pour les jeunes âgés de vingt et un ans et plus:

à 53 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la première année d'exécution du contrat;

à 61 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la deuxième année d'exécution du contrat;

à 78 p. 100 du salaire minimum de croissance, pendant la troisième année d'exécution du contrat;

Ces pourcentages sont majorés de dix points lorsque l'apprenti prépare un titre ou un diplôme de niveau IV et de vingt points pour la préparation d'un titre ou diplôme de niveau III.

3.6. Protection sociale

L'apprenti est affilié au régime général de la sécurité sociale pour tous les risques et au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires de l'Etat, des collectivités territoriales ou au profit des agents des autres personnes morales; de droit public précitées (Ircantec).

La prise en compte des droits validables à l'assurance vieillesse ouvre; pendant la période d'apprentissage s'opère dans les mêmes conditions que celles prévues pour les apprentis du secteur privé.

L'Etat prend en charge, sur une base forfaitaire intérieure de 11 p. 100 au pourcentage de rémunération versé à l'apprenti, la totalité des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales dues par l'employeur et des cotisations sociales d'origine légale et conventionnelle imposées par la loi, dues au titre des salaires versés aux apprentis, y compris les cotisations patronales d'assurance chômage versées par les employeurs, qui ont, en application de l'article L. 351-12 du code du travail, adhéré au régime prévu à l'article L. 351-4 du même code. Ainsi, aucune cotisation salariale n'est due. Restent à la charge de l'employeur la cotisation patronale de retraite complémentaire calculée sur la base forfaitaire dans les conditions décrites dans ce paragraphe ainsi que la contribution au Fonds national d'aide au logement prévue au I^{er} de l'article L. 834-1 du code de la sécurité sociale et, le cas échéant, le versement de la taxe de transport. L'Etat verse directement les cotisations qu'il prend en charge aux organismes concernés. L'employeur public n'a pas à en faire l'avance.

3.7. Prise en charge de; dépenses de rémunération et de cotisations sociales

S'agissant de l'Etat et de ses établissements publics administratifs, l'imputation budgétaire des dépenses de rémunération de l'apprenti et des cotisations susmentionnées sera assimilée à celle relative à l'emploi des vacataires, à titre transitoire pour 1994, avant mise en œuvre d'un dispositif permanent à compter de 1995.

IV. - Conclusions

L'inspection de l'apprentissage (rectorat pour les formations débouchant sur un diplôme de l'éducation nationale, direction régionale de l'agriculture et de la forêt pour les diplômes de l'enseignement agricole) est chargée de procéder au contrôle de la formation dispensée aux apprentis dans les services de l'Etat, les collectivités locales et les établissements énumérés dans la présente circulaire. Même si la loi ne le précise pas, la possibilité prévue à l'article L. 117 bis-3 pour l'inspecteur du travail de délivrer une dérogation pour permettre à l'apprenti mineur d'effectuer des heures supplémentaires ne s'applique pas dans le secteur public. Il en est de même de la procédure de retrait d'agrément fixée à l'article L. 117-5-1 lorsque l'apprenti est placé dans une situation dangereuse.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 119-1 du code du travail relatives à l'interdiction de l'inspection du travail en matière d'apprentissage ne sont pas applicables à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial.

V. - Animation, coordination et bilan du dispositif

Le représentant de l'Etat dans le département est chargé, en s'appuyant sur l'inspection de l'apprentissage telle que définie à l'article L. 119-1 du code du travail, d'animer et de coordonner la mise en place de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial. Il informe les employeurs de ce secteur des possibilités offertes par les nouvelles dispositions légales et réglementaires en diffusant, en tant que de besoin, la présente circulaire, et répercute aux ministères concernés les problèmes soulevés au plan local. Il veille à l'implication efficace des services de l'Etat.

Le représentant de l'Etat dans le département est chargé de réaliser un bilan de l'expérience.

Ce bilan devra faire apparaître, outre les éléments quantitatifs (effectifs, âge, diplômes, organismes employeurs, structures de formation...), des éléments qualitatifs (efforts employés et frais occasionnés par la mise en œuvre de cette expérimentation).

Ce bilan devra être adressé avant le 15 mai 1994 au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au ministère de la fonction publique.

Vous voudrez bien communiquer la présente circulaire au président du conseil régional, au président du conseil général, ainsi qu'aux maires qui vous en feront la demande, et tenir informés chacun des ministères concernés des difficultés éventuelles que vous pourrez rencontrer dans l'application de ces mesures.

*Le ministre de l'Etat, ministre de l'affaire sociale,
de la jeunesse et de la famille,*
SIMONE VEIL

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*
CHARLES PASQUA

Le ministre de l'éducation nationale,
FRANÇOIS BAYROT

*Le ministre de l'industrie, des postes
et des télécommunications et du commerce extérieur,*
GÉRARD LONGUET

*Le ministre de l'agriculture
et du développement économique,
chargé des petites et moyennes entreprises
et du commerce et de l'artisanat,*
ALAIN MADELIN

*Le ministre du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle,*
MICHEL UTRAI

*Le ministre du budget,
porte-parole du Gouvernement,*
NICOLAS SARKOZY

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
JEAN PUECH

Le ministre de la fonction publique,
ANDRÉ ROSSIOT

Le ministre délégué à la santé,
PHILIPPE DULISTE-BLAZY

*Le ministre délégué à l'aménagement du territoire
et aux collectivités locales,*
DAVID HOFFEL